

L'Ecole, un bien commun qu'il nous faut préserver

Dans la France de 2020 l'enseignant, Samuel Paty a été sauvagement assassiné pour avoir fait son travail.

Comme l'indique si bien le blog du Cercle Progressiste Carnussien : « On pensait révolus ces temps-là où le fanatisme religieux poussait certains à massacrer leur prochain. On croyait alors, réservé à des contrées lointaines où l'éducation populaire peine encore à se généraliser et où le poids de la coutume exerce encore une emprise sociale dont il reste bien difficile de se dégager. En France, au pays de Descartes et de Voltaire, on espérait que la Raison avait fini par triompher définitivement de l'obscurantisme et du fanatisme religieux. On n'est plus à la fin du XIXe siècle, alors que les instituteurs de la République ferrailaient pour imposer une éducation laïque face au catholicisme encore solidement ancré dans les têtes, surtout en milieu rural ».



© present.fr

Il faut regarder la réalité en face : le bras de ce criminel a été armé par celles et ceux qui ont contesté l'enseignement dispensé par Samuel Paty à partir d'une appartenance religieuse. Bien sûr à des degrés divers les autres religions ou courants religieux tentent d'imposer leur lecture d'éléments tels la théorie de l'évolution ou des acquis scientifiques majeurs. Elles aussi, tentent parfois de réintroduire l'interdiction du blasphème ou de ce qu'ils estiment comme tel dans l'espace public.

La loi du talion n'a pas sa place dans une société démocratique.

Jamais sans doute les Français dans leur ensemble n'ont bénéficié d'un

niveau de formation et d'éducation aussi élevé. Au-delà de ce niveau d'éducation qui s'est diffusé rapidement dans toute la population, jamais l'accès à l'information n'a été aussi facile. Il suffit désormais d'un clic sur son smartphone, dont les trois-quarts des Français et la quasi-totalité des jeunes générations sont désormais équipés, pour avoir accès à une masse d'informations que les Encyclopédistes du Siècle des Lumières auraient été bien en peine de rassembler. Pour qui se montre un peu curieux, le savoir est à la portée de tous, ce qui devrait être un gage d'ouverture d'esprit dans un monde où chacun sait comment vit son prochain, même à l'autre bout de la planète.

Comment dès lors peut-on expliquer que l'on assiste encore en France, à des comportements aussi irrationnels et qui relèvent d'une intolérance fanatique digne de l'Inquisition, que cet acte insensé qui vient de se dérouler ce vendredi 16 octobre 2020, quand un jeune de 18 ans, réfugié russe d'origine tchétchène mais ayant grandi en France vient attendre un professeur d'histoire-géographie à la sortie de son collège pour le décapiter froidement, avant de diffuser sur son compte Twitter la photo de son forfait accompagné, selon *Le Monde*, d'un message dans lequel il écrit notamment : « Au nom d'Allah, le très miséricordieux, (...) à Macron, le dirigeant des infidèles, j'ai exécuté un de tes chiens de l'enfer qui a osé rabaisser [sic] Muhammad, calme ses semblables avant qu'on ne vous inflige un dur châtement ».

Un tel comportement paraît totalement anachronique dans une société comme la nôtre, largement sécularisée et où la liberté de pensée comme d'ailleurs la liberté de culte est totale. Au-delà de ce geste individuel, l'affaire, qui émeut la France entière, est d'autant plus inquiétante qu'elle s'inscrit dans une suite de forfaits qui montrent tous une poussée de radicalisation religieuse d'une partie de la jeunesse, certes souvent issue de l'immigration, mais qui pour l'essentiel a grandi et a été scolarisée en France. Elle illustre comment certains ressortissants

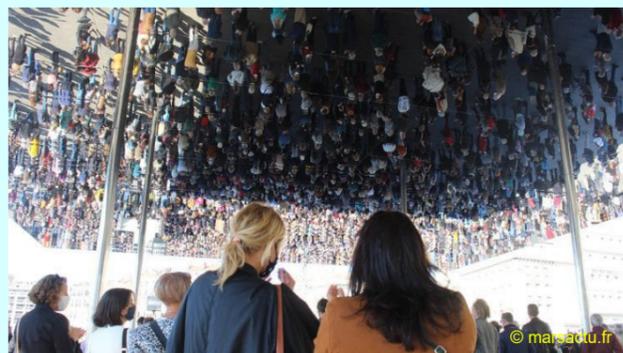
français s'emparent de la religion, en l'occurrence islamique, comme une arme de revendication identitaire pour refuser la loi commune et imposer leur propre vision de la société.

Samuel Paty a été sauvagement assassiné à Conflans Sainte-Honorine le 16 octobre 2020 pour avoir enseigné à ses élèves la liberté d'expression.

Cet acte odieux vise les fondements de notre République sociale, laïque et démocratique. La transmission du savoir, mission des plus nobles confiée au corps enseignant doit être absolument sanctuarisée.

C'est par plus de démocratie, plus d'éducation et plus de solidarité que nous y répondrons.

CPC



Une foule énorme s'est réunie le 18 octobre à Marseille pour rendre hommage à Samuel Paty, victime de la barbarie et de l'intolérance. De nombreux carnussiens étaient présents. La ville de Carnoux a depuis tenu également à saluer la mémoire de Samuel Paty.



Cercle
Progressiste
Carnussien

24 rue Joliot-Curie
13470 - Carnoux-en-Provence

Blog :
<https://carnouxprogres.wordpress.com>

Soutenez notre journal, nos conférences et nos actions !
Adhésion : 20€/an

Contactez-nous :
cercle.progressiste.carnussien@gmail.com

N° ISSN 2263-648X
Directeur de la publication : Michel Motré
Imprimerie : Printoclock

LE JOURNAL DU

Pour changer le monde, il faut le penser autrement



N° 40 - Novembre 2020

Carnussiennes et Carnussiens,

Une année est déjà passée depuis la publication de notre journal !

Une année inédite car qui aurait pu imaginer en novembre 2019 que nous connaîtrions au printemps 2020 une longue période de confinement avant de vivre dans notre Métropole (parmi d'autres) un automne marqué par un couvre-feu ?

Qui pouvait penser que nous serions tenus de limiter nos rencontres familiales, amicales, associatives, mais aussi nos gestes de tendresse, d'amitié et de convivialité, que nous serions contraints dans nos sorties, nos déplacements, nos voyages ?

Qui aurait imaginé que nous porterions un masque dans les espaces fermés mais aussi sur les marchés et dans certaines villes ?

Malgré cela, notre association poursuit à distance ses activités, afin de vous proposer des moments de réflexion sur des sujets qui concernent les citoyens de Carnoux, mais aussi de satisfaire votre curiosité sur des questions qui relèvent de la culture au sens large du terme.

Ce journal est un de nos supports de communication. S'y ajoutent le blog et la page Facebook, sans omettre de mentionner les conférences et, dans le contexte épidémique, ne peuvent être organisées.

Ce numéro 40 ouvre sur le défi que constitue pour Carnoux l'actuelle pandémie, puis il donne la parole au râleur qui constate que « Les néolibéraux demandent le secours de l'Etat ! ». Suivent deux articles : « Comment savoir ? » et « Le trou de la Sécurité... mais d'où vient-il ? » Ils interrogent les limites des connaissances scientifiques en période d'urgence sanitaire ainsi que le difficile équilibre financier de la Sécurité Sociale, notamment.

Ce numéro revient ensuite sur les élections municipales et l'expression citoyenne des élus de la liste qui a porté des valeurs partagées par notre association, avant de saluer trois amis qui nous ont quittés. Enfin, nous exprimerons notre douleur et apporterons notre soutien aux enseignants après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie et d'instruction civique.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce dernier numéro et formons des vœux pour votre santé.

Michel Motré
Président du Cercle Progressiste Carnussien

A Carnoux aussi, la pandémie est un défi !

La pandémie du Covid19 bouleverse nos vies. Retrouver ses proches, travailler, étudier, se divertir, se cultiver, se déplacer, se soigner, tout est devenu compliqué. Porter un masque, souvent de nombreuses heures dans la journée, est une épreuve. On ne s'embrasse plus, on ne se salue plus vraiment. Notre vie quotidienne est perturbée, entravée. Elle a pris un autre rythme, à plus court terme et dans un espace plus limité.

Des dizaines de Carnussiens touchés

Personne ne sait vraiment combien de Carnussiens ont été touchés par le virus, combien ont été testés positifs, hospitalisés, décédés. C'est forcément angoissant. A la mi-octobre, une vingtaine de Carnussiens étaient testés positifs chaque semaine. Depuis le début de la pandémie, au moins 3 seraient décédés, une vingtaine hospitalisés et guéris.

Des conséquences économiques et sociales importantes.

En quelques mois, au niveau national, un million d'emplois ont disparu et, parallèlement, on recense un million de "nouveaux pauvres", c'est-à-dire de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Cela veut dire qu'une centaine de Carnussiens pourraient perdre leur emploi et devoir recourir à

une aide sociale. Le Secours Populaire a comptabilisé une augmentation de 25 à 30 % de l'aide alimentaire aux plus démunis.

Un devoir d'information, de transparence et de solidarité

A situation exceptionnelle doivent répondre des initiatives locales exceptionnelles. Une légère intensification des actions du Centre Communal des Affaires Sociales (CCAS) dans le cadre d'un budget constant ne suffit certainement pas. Des affiches pour inciter les consommateurs à "acheter carnussien", pas d'avantage. Si nous ne voulons pas tous nous retrouver dans quelques mois dans une situation dramatique, il faut sans doute que la municipalité change de braquet dans la gestion de la crise. **L'emploi, la survie de nos entreprises, la solidarité, devraient faire l'objet d'une attention prioritaire de nos autorités locales.**

Nos concitoyens ont droit à être informés de la situation locale. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Ce n'est pourtant qu'à cette condition que la solidarité peut se développer entre tous les habitants. Car, si se protéger et subir les contraintes du couvre-feu relèvent de l'action individuelle, le soutien à ceux qui subissent la perte de leur activité, de leur emploi ou, comme les jeunes, ne peuvent en trouver un, relève de la solidarité de tous.

A Carnoux, comme ailleurs, nous vaincrons collectivement le COVID19 !

C.P.C



Aide alimentaire
© Secours Populaire



© Nice Matin

ON AURA VRAIMENT TOUT VU...

Les néolibéraux demandent le secours de l'Etat !

Où sont passés les « maastrichtiens » ? On ne les entend plus les chantres de la discipline budgétaire stricte, les ennemis des déficits publics, les pourfendeurs de l'assistanat, les enthousiastes des baisses des dépenses publiques, les propagandistes de la libéralisation totale du commerce extérieur, les partisans effrénés de la privatisation des entreprises publiques et de la déréglementation des marchés intérieurs ! Où sont-ils passés ? Ils se cachent tant leurs théories foireuses sont venues se fracasser sur la crise de la COVID !

Oui, la pandémie est passée par là et avec elle une des plus graves crises économiques et sociales.

Et l'Etat, même très amaigri par les cures d'austérité successives infligées par des années de politiques libérales, l'Etat s'est repris et a joué son rôle. Il est intervenu dans l'économie pour atténuer la crise par un programme d'aides et d'investissements -certes très insuffisants- creusant ainsi lourdement les déficits.

Ce sont les mêmes qui engrangeaient les plus-values boursières au détriment de l'industrialisation du pays, de l'emploi et des salaires qui aujourd'hui applaudissent au retour de l'Etat dont ils comptent bien bénéficier des largesses !

Si l'Etat providence a évité à des millions de français de dormir sous les ponts et manger à la soupe populaire, il reste encore beaucoup à faire pour restaurer un Etat au service des citoyens : santé, éducation, logement, recherche... manquent toujours de moyens nécessaires. C'est évidemment là aussi que les milliards débloqués doivent être investis.

A défaut, le plan de relance contribuera à financer « le monde d'avant » au lieu de contribuer à envisager un futur juste et humain.

A.B.

Comment savoir ?

Avec l'irruption de la crise sanitaire liée au Corona virus, le citoyen est bousculé dans sa vie quotidienne, car la Covid 19 est encore mal connue des scientifiques. Ils ont dû apprendre en marchant, et plusieurs fois changer de stratégie. Les dirigeants politiques aussi. D'où ce désespérant inventaire de diagnostics différents et d'instruments utilisés puis abandonnés. Peut-on reprocher ces cafouillages aux politiques ? Chacun jugera.

Le fonctionnement de la communication au cœur de la crise peut nous éclairer.

Dix fois par jour les médias se faisaient l'écho de recettes miracles que d'innombrables bavards affirmaient connaître et recommandaient. Jamais notre pays n'avait compté autant de prétendus spécialistes des maladies infectieuses, d'experts en épidémiologie, de chefs de clinique en puissance, de pseudo chercheurs patentés.... On a ainsi pu lire des textes écrits par des personnalités politiques, parfois de très haut rang, qui commençaient par : "Je ne suis pas médecin, mais je pense..." etc. Et, après cette déclaration honnête d'incompétence, s'ensuivaient des injonctions sur ce qu'il fallait faire ou penser à propos de tel ou tel traitement au tout début de l'épidémie, cela ne faisant qu'accroître la confusion.

Cette phase est maintenant bien terminée. De ce paysage contrasté après six mois un élément positif est à relever. Désormais on ose dire: « **Je ne sais pas** ».

Gouvernants, experts, épidémiologistes et journalistes spécialisés ne se sentent plus obligés de se présenter en monsieur-je-sais-tout. Ce changement de style bat en brèche la façon dont nos dirigeants nous parlent habituellement, tout bouffis de certitudes. Concéder qu'on ne sait pas tout ré-humanise notre vie en société. Le citoyen à son tour peut se prévaloir d'un droit à l'ignorance qui n'est en rien une faiblesse, bien au contraire..

C'est une bonne nouvelle, car chacun d'entre nous mesure la place qu'il pourrait occuper pour s'autoriser à questionner les hommes au pouvoir et à s'instruire grâce aux associations culturelles prêtes à le satisfaire, le CPC par exemple. A chacun son métier et les vaches seront bien gardées certes, mais la curiosité individuelle et la volonté de comprendre doivent rester intactes.

S.J.

Le trou de la sécu... mais d'où vient-il?



Le rapport annuel de la commission des comptes de la Sécurité Sociale de juin 2020 confirme que le gouvernement a fabriqué de toutes pièces son déficit en 2019.

Fin décembre 2018, la loi de financement de la Sécurité Sociale est votée... les comptes sont équilibrés, mais avec la crise des gilets jaunes, plusieurs mesures vont être décidées : un taux diminué de la CSG pour certains, les heures supplémentaires défiscalesées, etc.

Rappelons que la Sécurité Sociale comporte quatre branches : Assurance maladie, Accidents du Travail- Maladies Professionnelles, Assurance retraite et Famille. Elles sont financées par nos cotisations sociales et quand il y a un déficit, on augmente les cotisations et on diminue les dépenses. Retenons tout de même que depuis 1990, la création de la CSG (Contribution Sociale Généralisée) s'étend sur tous les revenus, y compris ceux du capital, a permis de limiter le déficit. Depuis la Loi Veil de 1994, l'Etat a l'obligation de compenser les exonérations qu'il décide de faire : ce qu'il ne fait pas en 2019.

La Caisse d'amortissement de cette dette sociale (CADES) va donc emprunter sur les marchés financiers pour financer cette dette dont le remboursement parviendrait à terme en 2024. Le déficit créé en 2020, entre autre par les déductions de charges sociales pour les entreprises, est transféré à la CADES et le parlement a voté en 2020 une loi reportant la dette sociale à 2034 ! Le déficit de la Sécu ou celui du budget de l'Etat, c'est avant tout ceux qui ne mettent pas à l'abri leurs revenus ou ne peuvent le faire qui vont payer. Remarquons tout de même que le gouvernement recrée de toutes pièces le déficit de la Sécurité Sociale avec un seul objectif : maintenir la pression pour réduire encore et toujours les dépenses de protection sociale.

C.T.

Retour sur l'élection municipale de mars 2020

L'élection municipale du 15 mars 2020 à Carnoux s'est déroulée dans un contexte de pré-confinement et a enregistré une faible participation (41,78%). La liste « Ensemble pour Carnoux » conduite par le Maire sortant, Jean-Pierre GIORGI, avec 67,58% des suffrages exprimés et 25 élus, a devancé la liste « Une véritable ambition pour Carnoux » menée par Gilles Di ROSA (16,59%) et deux élus, et la liste « Carnoux citoyenne, écologiste et solidaire » conduite par Jacques BOULESTEIX (15,83%) avec également 2 élus. C'est le meilleur score d'une liste progressiste depuis ... 1989.

Lors du conseil municipal du 27 mai 2020, Jean-Pierre Giorgi a été réélu maire avec 27 voix sur 29, l'une des listes issue d'une dissidence s'étant ralliée après une campagne qui avait été rude à son encontre et des démissions en cascade.

Parmi les trois listes en présence, une seule, « Carnoux citoyenne, écologiste et solidaire » portait l'ensemble des valeurs qui constituent les fondements de notre association.

Ses deux élus, Jacques Boulesteix et Cristèle Chevalier, ont décidé de créer un site www.carnoux.citoyenne.fr sur lequel les carnussiens peuvent prendre connaissance des questions posées par les élus lors des conseils municipaux, des réponses apportées, interagir avec eux, et par ailleurs bénéficier de compléments informatifs qui traitent de la vie quotidienne dans ses aspects sociaux et sociétaux, ainsi que de données portant sur des sujets plus généraux concernant d'abord Carnoux (par exemple sur les risques d'inondation en période d'épisode Cévenol ou sur la découverte de l'architecture de Carnoux dans le cadre des journées du patrimoine), mais aussi la Métropole (avec des

appels à projets innovants), le Département et la Région (sur les déplacements domicile travail et les moyens de transport collectifs).

Nul doute que ces apports contribuent, comme l'annonce le site, à **responsabiliser les carnussiens** en leur donnant l'accès à des informations et des études moins ou peu médiatisées.

M.M.



www.carnoux-citoyenne.fr

Ils nous ont quittés : Guy Hélin, Ghislaine Ros, Alain Beitone



C'est avec une très grande tristesse que nous avons appris le décès de notre ami **GUY HELIN** le 10 janvier 2020 à l'âge de 73 ans. Ses obsèques ont réuni une foule nombreuse venue lui rendre un dernier hommage à l'église de Carnoux. Dans sa ville, il a joué un rôle important et mobilisé son énergie auprès des plus modestes. Il a créé avec Lucien Valéro en 2000 une antenne puis le comité du Secours Populaire,

association caritative reconnue d'utilité publique, et chaque 1^{er} mai, entouré de sa famille et de bénévoles, il vendait du muguet, les sommes récoltées permettant de contribuer à la confection de colis pour les personnes en difficulté. Guy Hélin, avec quelques citoyens de Carnoux, a été un des membres fondateurs en 2002 du Cercle Progressiste Carnussien. Il était aussi investi dans l'Association pour le Don du Sang.

Au-delà de ses engagements associatifs, c'est aussi l'homme porteur de valeurs sociales et de progrès que nous saluons. Candidat aux élections municipales, il a été par deux fois élu conseiller municipal d'opposition de 2002 à 2014 et a su faire apprécier par l'ensemble du conseil son sens de l'altérité en œuvrant notamment au sein du CCAS de la ville.

Guy Hélin a œuvré constamment auprès de nos concitoyens les plus fragiles afin de leur donner espoir dans la vie. Nous saluons l'ami et l'homme généreux fidèle aux carnussiens.

Après un dur combat contre une longue et douloureuse maladie, **Ghislaine ROS** s'est éteinte le 7 mai 2020. Membre du club de lectrices Katulu ? de notre association, elle était aussi connue de tous les carnussiens dont les enfants ont fréquenté le collège des Gorguettes de Cassis où elle était secrétaire auprès du Principal de l'établissement. Son amabilité et sa générosité ont été appréciées de tous et c'est avec une grande tristesse que nous étions nombreux à l'accompagner le 13 mai 2020 lors de la cérémonie mortuaire qui s'est déroulée à La Ciotat.



Notre ami **Alain Beitone** est décédé en novembre 2019. Enseignant de classe préparatoire en Sciences Economiques et Sociales au lycée Thiers de Marseille, il était aussi professeur associé à Sc. Po. d'Aix-en-Provence. Il a été un fidèle compagnon de notre association en nous proposant deux conférences, la première en janvier 2013 intitulée « *Quelle politique économique en Europe ? Peut-on échapper à l'austérité ?* » et la seconde plus récente, le 24 mai 2018 « *Dette et services publics* ». Nous avons aussi pu bénéficier de son expérience de pédagogue lors d'une conférence sur l'Ecole et les Savoirs organisée par le Cercle des Travailleurs de Roquefort la Bédoule. Comme l'écrit F. JARRAUD dans Le Café Pédagogique le 29 novembre 2019 : « *Inlassablement il nous invitait à maintenir le cap de la raison et de la vérité, avec le savoir comme horizon émancipateur* ».